



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mercredi 29 février 2012
Numéro 42

Médiarama, www.alintiqad.com mediaramaliban@gmail.com

Titres des journaux

As Safir (Tendance nationaliste arabe)

Le rapport du mazout: responsabilités diluées entre le gouvernement et les compagnies.

Y a-t-il un réseau de télécoms violant la loi pour les FSI

An Nahar (Proche du 14-Mars libanais)

Clinton: Assad peut être considéré comme un criminel de guerre... mais

L'Orient-Le Jour (Proche du 14-Mars)

Malgré le carnage, Washington tergiverse

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

Le Pentagone a achevé le plan d'intervention en Syrie

Al Watan (Quotidien syrien indépendant)

Massacres collectifs sur la route Homs-Tartous, et les gardes-frontières se heurtent à des hommes armés du Liban

Al-Quds al-Arabi (Edité à Londres)

Position US surprenante: criminaliser Assad entrave la solution à la crise.

La Tunisie propose l'asile au président syrien et à sa famille

Al Hayat (Quotidien saoudien)

Escalade sécuritaire face à l'escalade diplomatique... la 4^e division à Homs

L'événement

Paul Conroy exfiltré au Liban... illégalement

Le photographe britannique Paul Conroy, blessé à Homs mercredi 22 février, a été exfiltré, lundi à la nuit tombée, par les insurgés retranchés à Bab Amr. Atteint d'éclats d'obus aux jambes et à l'abdomen, il a traversé à moto la vingtaine de kilomètres séparant le quartier rebelle de la frontière libanaise.

A la frontière, le photoreporter de guerre a été pris en charge par des insurgés syriens qui connaissent bien les 25 points de passage illégaux. Il est passé en territoire libanaise par la localité de Hnaider, à Wadi Khaled, où l'Armée syrienne libre (ASL) jouit de la sympathie des habitants et dispose de bases de repli. Selon diverses sources, il a été transporté à Beyrouth dans une voiture de l'ambassade de Grande-Bretagne, convoyée par des véhicules relevant de la section des renseignements des Forces de sécurité intérieure (FSI).

La Française Edith Bouvier n'a pas eu autant de chance. Tout au long de la journée, un épais suspense a entouré le sort de la journaliste du *Figaro*, alimenté involontairement par le président français. Nicolas Sarkozy avait annoncé en début d'après-midi, qu'Edith Bouvier était en sécurité au Liban, avant de se rétracter quelques heures plus tard. Atteinte d'une fracture à la jambe au niveau du fémur, la journaliste a du mal à se déplacer à moto, qui est le moyen de transport de prédilection des insurgés syriens. Des sources bien informées assurent qu'Edith Bouvier a bien été sortie de Homs, mais n'a pas pu atteindre la frontière libanaise. Elle serait dans un lieu sûr dans la ville de Kousair, à quelques kilomètres de la frontière.

Les négociations sur l'évacuation des journalistes blessés ou pris au piège à Homs, menées par le CICR par l'entremise du Croissant-rouge syrien, avaient été suspendues en raison des conditions posées par les insurgés. Ceux-ci veulent en tirer des bénéfices politiques, en exploitant au maximum cette affaire, à un moment où la France envisage de saisir à nouveau le Conseil de sécurité pour obtenir un «cessez-le-feu humanitaire» en Syrie.

Au-delà de la dimension humanitaire, l'exfiltration de Paul Conroy braque les projecteurs sur la porosité de la frontière libano-syriennes au Liban-Nord, où on peut entrer et sortir comme dans un moulin. Cela accrédite les informations selon lesquelles armes, hommes et argent affluent en Syrie à partir de cette région.

L'Orient-Le Jour

Khalil Fleihan, journaliste libanais proche du 14-Mars

Le siège du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève a été le théâtre d'une condamnation unanime du régime syrien. Aucune décision n'a été prise au cours de cette première séance, dans la mesure où les intervenants prévus au programme n'ont pas encore pu tous prendre la parole. À l'issue de cette deuxième réunion, le Conseil devrait se prononcer sur le projet de résolution appelant à un accès «sans entrave» aux humanitaires. Il convient cependant de signaler que le Conseil, qui compte 47 membres, ne possède au final qu'une autorité morale.

Des sources diplomatiques ont indiqué que la représentante du Liban à l'Onu à Genève, l'ambassadrice Najla Riachi Assaker, a participé à la réunion exceptionnelle à titre d'observatrice, puisque le Liban n'est pas membre du Conseil. Cependant, elle a pris part à la réunion des représentants arabes qui a précédé celle du Conseil, exprimant des réserves par rapport à la décision de la majorité de ses confrères, en l'occurrence celle de confier au doyen du corps diplomatique arabe à Genève, le représentant de la Mauritanie, le soin de s'exprimer au nom de l'ensemble du groupe arabe. L'ambassadrice a ainsi proposé que le représentant mauritanien s'exprime seulement au nom de la majorité des pays de ce groupe, et ce après lecture du projet de résolution arabo-turc et appuyé par l'Union européenne et les États-Unis.

Des sources ministérielles proches du palais Bustros ont d'ailleurs estimé que la réunion de Genève ne mènera à rien, comme auparavant celles de Tunis, du Caire, de Doha et de New York. Ces sources estiment en effet que toutes ces réunions ne servent strictement à rien, compte tenu des divisions internationales sur le dossier syrien et l'incapacité du monde à se mettre d'accord sur une feuille de route commune pour régler la crise.

Iran Daily

Quotidien iranien francophone

Le ministère des Affaires étrangères a convoqué hier l'ambassadeur azerbaïdjanais afin de protester suite aux publications faisant état de fournitures d'armes israéliennes à Bakou pour environ 1,6 milliard de dollars. La diplomatie iranienne a déclaré que Téhéran ne permettrait pas à Israël d'utiliser le territoire de l'Azerbaïdjan pour mener des «actions terroristes» contre la République islamique. D'après des sources anonymes, l'ambassadeur azerbaïdjanais, Djavanchir Akhoundov, a reconnu l'achat des armes, mais a indiqué qu'elles étaient destinées à «libérer les territoires occupés d'Azerbaïdjan», en référence au Haut-Karabakh. «Bakou n'admettra pas que ces armes soient utilisées contre un pays tiers, notamment contre la République islamique d'Iran», a assuré le diplomate. Les médias internationaux avaient annoncé, en référence à des sources au sein du ministère israélien de la Défense, que la société publique Israel Aerospace Industries (IAI) entendait livrer à l'Azerbaïdjan des drones, des missiles sol-air, et des systèmes de défense anti-missiles pour un montant d'un milliard et demi de dollars.

ILS ONT DIT...

Fouad Siniora, ancien Premier ministre du Liban (14-Mars)

“ **Le problème syrien est devenu** une question de politique intérieure en Russie. Il fait partie intégrante de la campagne électorale. Le sang syrien est utilisé comme un instrument de tractation entre la Russie et l'Occident. Mais la Russie pourrait être prête à discuter de cette question de manière plus pragmatique après la probable élection de Vladimir Poutine. Contrairement à la Russie, la Chine n'a aucun intérêt commercial en Syrie et pourrait être plus flexible que Moscou. Pékin s'est surtout opposé à la résolution de l'Onu par crainte d'être exposée à une démarche similaire en raison de sa politique au Tibet, mais cette position ne devrait pas résister longtemps à des considérations plus pragmatiques. Les Chinois ont beaucoup d'investissements et d'intérêts dans le monde arabe. Leur position sur la Syrie est intenable. La confrontation en Syrie a atteint un point de non retour et les opposants ne s'arrêteront pas tant qu'ils n'auront pas obtenu le départ de Bachar el-Assad.

Ali Abdel Karim Ali, ambassadeur de Syrie à Beyrouth

“ **Des gangs armés veulent** déstabiliser la Syrie et plusieurs Libanais ont été tués dans la bataille. Des hommes armés originaires du Liban, d'Afghanistan, de Libye et d'autres pays se trouvent actuellement en Syrie. Il est donc important de contrôler les frontières libano-syriennes car les hommes armés proviennent du Liban.

Maura Connelly, ambassadeur des États-Unis à Beyrouth

“ **Il ne revient pas aux États-Unis** de décider de l'alternative au départ d'Assad. C'est au peuple syrien de le faire. Mais le monde entier pense qu'il doit y avoir un changement de régime. Nous avons des craintes par rapport à la présence d'Al-Qaïda et de groupes armés extrémistes en Syrie qui pourraient déstabiliser les événements. Or nous ne voulons pas que la paix soit déstabilisée en Syrie.

Un responsable d'Al-Qaïda arrêté à l'aéroport du Caire

Un haut responsable d'Al-Qaïda, Seïf al-Adel, qui aurait brièvement repris la direction de l'organisation après la mort d'Oussama ben Laden, a été arrêté à l'aéroport du Caire, selon des responsables au sein des services de sécurité. De nationalité égyptienne, longtemps considéré comme le numéro trois d'Al-Qaïda, Seïf al-Adel se trouve sur la liste des personnes les plus recherchées par le FBI. Selon un responsable aéroportuaire, il est arrivé du Pakistan via Dubaï, sur un vol d'Emirates Airline.

Israël ratisse Chebaa

Une unité de l'armée israélienne a ratissé mardi la région de Berket-Naqqar, à l'intérieur des fermes occupées de Chebaa. Environs 25 fantassins, protégés par des Hummers, ont procédé à ce ratissage.

Une «acte d'accusation secret» contre Assange

Les Etats-Unis ont établi «un acte d'accusation secret» contre le fondateur de WikiLeaks Julian Assange, révèle un email de la société américaine de renseignement Stratfor publié mercredi par un quotidien australien. Ce courriel du 26 janvier 2011 adressé par le vice-président de Stratfor, Fred Burton, à des analystes de la société, est l'un des cinq millions que WikiLeaks a l'intention de publier dans les prochaines semaines.

As Safir

Mohammad Nouredine, chercheur spécialiste de la Turquie

Le bouclier antimissile américain en Turquie est-il effectivement entré en fonctions et depuis quand exactement?

Les Turcs refusent toujours de donner des informations précises à ce sujet. Depuis que la Turquie a donné son accord officiel définitif pour installer le bouclier à Malatya, début septembre, les travaux d'installations ont commencé immédiatement. Il devait entrer en fonction début 2012.

Hier (mardi), le général Mark Hertling, commandant de la 7ème armée américaine et des forces armées des Etats-Unis en Europe, a affirmé qu'un premier groupe de militaires américains est arrivé dans la ville de Malatya, pour assurer la maintenance de la station radar, installée dans la région et faisant partie du projet de bouclier antimissile. Il s'agit ainsi de la première déclaration officielle autour de cette question. Le système, localisé à environ 700 km de la frontière avec l'Iran, aura pour mission de détecter les missiles balistiques et de déclencher le dispositif d'interception et de destruction.

Le quotidien turc Radikal écrit que les radars installés à Malatya constituent un des éléments essentiels pour des dizaines de stations radars qui seront construites en Europe les dix prochaines années. Les Etats-Unis expliquent que le bouclier antimissile a pour mission de faire face aux missiles iraniens et russes. Les radars en Turquie se chargeront de détecter les missiles, alors que des batteries installées en Roumanie et en Pologne se chargeront de les intercepter et de les détruire. Le centre d'opération se trouve en Allemagne.

La presse israélienne a révélé qu'un F-15 israélien a tiré, le 10 février, un missile en direction d'Israël d'Est en Ouest et que le radar turc à Malatya a participé au processus de détection. Israël a obtenu l'autorisation turque pour partager les informations captées par le radar après des hésitations de la part de la Turquie. Le président Barack Obama a joué un rôle décisif pour convaincre Ankara de permettre à l'Etat hébreu de profiter des informations.

As Safir

Un rapport officiel relatif au scandale du Mazout rouge tient le gouvernement, la direction générale de protection du consommateur, et les compagnies pétrolières ayant fait des profits illicites, pour responsables.

Le rapport, rédigé par le juge Bassam Wehbé, procureur à la Cour des comptes, critique la direction générale de protection du consommateur pour ne pas avoir surveillé les réservoirs de mazout rouge et accuse les compagnies pétrolières de faire des profits illicites en vendant le carburant subventionné par l'Etat à un tarif non subventionné. Le rapport précise que 101 compagnies sur les 215 autorisées par le directeur général des raffineries de pétrole ont bénéficié de cette vente le dernier jour de subvention. Le procureur Wehbé demande que tous les responsables impliqués dans cette affaire soient poursuivis, et demande aux ministères des Finances et de l'Economie de récupérer les profits réalisés illégalement.